

## RELANCE DE LA FILIÈRE CAFÉ DANS LE BASSIN DE PRODUCTION DU MOUNGO: UN ÉCHEC PROGRAMMÉ RELAUNCH OF THE COFFEE SECTOR IN THE PRODUCTION BASIN OF MUNGO: A PLANNED FAILURE

Tatsabou Doriane Linda<sup>1\*</sup>, Aguekam Ngako Mérimé<sup>2</sup>, Tsalefac Maurice<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Doctorante, Département de Géographie, Université de Dschang-Cameroun,

<sup>2</sup>Doctorant, Département de Géographie, Université de Dschang-Cameroun, [mrimaguekam@yahoo.fr](mailto:mrimaguekam@yahoo.fr).

<sup>3</sup>Professeur des Universités, Département de Géographie, Université de Dschang-Cameroun,  
[tsalefac@yahoo.fr](mailto:tsalefac@yahoo.fr) / [maurice.tsalefac@univ-dschang.org](mailto:maurice.tsalefac@univ-dschang.org)

\*Corresponding Author:-

E-mail:-[tatsaboudoriane@yahoo.com](mailto:tatsaboudoriane@yahoo.com)

### Résumé:-

La crise caféière de la fin des années 1990 a favorisé la diversification agricole dans les exploitations familiales du Moungo, induisant ainsi une régression des rendements caféiers. Pour juguler la situation, l'Etat camerounais a adopté une stratégie de relance de la filière, et dix programmes/projets ont été orientés en faveur du Moungo depuis 2009. À l'échéance 2020, cette politique n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés en raison de l'échec de neuf programmes sur dix. Le présent article vise à examiner les facteurs externes et internes imputables à cet insuccès. Les enquêtes (450) et les entretiens menés auprès des acteurs locaux et institutionnels concernés révèlent que, la faillite de la politique de relance découle de la modicité des financements (12%) et de la mauvaise utilisation de la main d'œuvre qualifiée (50 personnes sur 107 formées). De plus, on note un taux de satisfaction en intrants agricoles déficients (34,11%), une mauvaise gestion des appuis par les bénéficiaires, une absence de coordination des programmes et de leur suivi au niveau local et l'échec de l'agropolisation de la synergie nord-sud. Dès lors, l'État doit repenser sa politique de relance caféière dans le Moungo en prenant en compte la formation et l'accompagnement durable des producteurs, ainsi que la valorisation des nouveaux systèmes agroforestiers associant le caféier.

**Mots clés:-**Relance caféière, bassin de production, échec programmé, Moungo

### Abstract:-

The 1990s coffee crises encouraged agricultural diversification amongst households in the Mungo, thus leading to a decline in coffee yields. To curb the situation, the state of Cameroon adopted a strategy to revive the sector. In this light, ten programmes/projects have been launched in the Mungo since 2009. By 2020, this policy has not yielded expected results due to the failure of nine out of the ten programmes. This article sought to examine the external and internal factors attributable to this failure. Surveys (450) and interviews carried out with the local and institutional actors concerned reveal that the bankruptcy of the recovery policy stems from the scarcity of funding (12%) and the misuse of skilled labour (50 trained personnel out of 107). In addition, we note a satisfaction rate in deficient agricultural inputs (34.11%), poor management of support by beneficiaries, a lack coordination of programmes and their monitoring at the local level and the failure of in initiating a north-south synergy in agriculture. Therefore, the State must rethink its coffee revival policy in the Mungo by taking into account training and sustainable support for producers, as well as the promotion of new agroforestry systems involving coffee.

**Keywords:-**Coffee recovery, production basin, planned failure, Mungo

## INTRODUCTION

Pendant plus d'un demi-siècle, la caféiculture a contribué de façon significative à la croissance économique du Cameroun et à l'amélioration des conditions de vie des populations paysannes (Guétat-Bernard, 2005, MINADER 2010). Malheureusement, la libéralisation intervenue dans la filière en 1990 s'est accompagnée d'une paupérisation affectant 85% de la population rurale (Losch et al., 1991; INS, 2005). Dans le Moungo, les stratégies d'adaptations diverses (arrachage des caféiers, diversification culturelle, émergence de nouvelles cultures) ont été adoptées par différents acteurs pour continuer à entretenir la trésorerie familiale (Sanchez, 2002). Dans ce contexte, les superficies caféières sont passées de 150 000 hectares à 54 000 hectares, et les rendements de près de 100 000 tonnes à 21 000 tonnes (Minagri, 1998; DDADRM, 2012). Ainsi, tous les acteurs semblaient unanimes sur la fin de « l'ère café » jusqu'à ce que le Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural (DSDSR), le positionne comme l'un des produits à revitaliser pour doper l'économie camerounaise en 2005. Par la politique de relance et de développement de la caféiculture, L'État camerounais comptait faire passer le café, d'une culture de subsistance à une culture professionnalisée et durable, économiquement profitable pour l'ensemble des acteurs, et repositionner le Cameroun sur le marché international avec un café compétitif (SDFCC, 2009). Sanctuaire du robusta (plus de 60% de la production nationale), Dix programmes/ projets intégrant tous les maillons de la chaîne de valeur du café ont été orientés dans le Moungo. Avec des objectifs nationaux de production de 125 000 tonnes pour le robusta, depuis 2010, la politique de relance s'est manifestée dans le Moungo à travers la distribution des plants, des fertilisants, des produits phytosanitaires, des formations agricoles, du financement des entreprises rurales, des journées de promotions et de dégustation, etc). En 2020, cette stratégie présente des résultats mitigés d'où l'échec programmé. Au regard des acteurs impliqués, qu'est ce qui explique l'insuccès du plan de relance? Qui sont ses fossoyeurs?

## MÉTHODOLOGIE

Cette étude a été menée dans le département du Moungo, étendu sur treize arrondissements, localisé dans la région du Littoral (au nord de Douala) entre les parallèles 4° et 5° Nord. Avec un climat équatorial très pluvieux (plus de 2 000 mm) et des sols volcaniques et ferrallitiques, le Moungo est l'une des principales régions agricoles du Cameroun avec une gamme de cultures servant de base au découpage régional: Moungo-Nord (zone intensive du café robusta, culture vivrière et palmier huile, etc.), Moungo-centre (café, cacao, banane, ananas papaye, poivre, etc), Moungo-sud (palmier à huile, arbres fruitiers traditionnels, etc.). Pour mener ce travail, nous avons exclusivement adopté la démarche méthodologique hypothético déductive, combinant l'observation des faits, leurs interprétations et leurs vérifications. Ainsi, la véracité et la fiabilité des informations collectées ont concilié les outils et techniques impliquant la participation des parties prenantes au cours de notre recherche. Au préalable, nous avons procédé à une recherche documentaire traitant les politiques agricoles sur des thématiques axées sur les cultures de rentes et particulièrement sur le café à travers des écoles de pensée aux approches diverses. Ensuite, pour collecter les données primaires, des questionnaires (450) et des guides d'entretiens (4) ont été élaborés et diligentés auprès de quatre types d'acteurs donc les personnes âgées (plus de 60 ans), les organisations de producteurs (OP), les torréfacteurs et les acteurs institutionnels (locaux et nationaux). La répartition des questionnaires a pris en compte la population caféière, l'importance de la caféiculture et des rendements dans les exploitations paysannes. Ainsi, par la technique d'échantillonnage planifiée, nous avons réparti 450 questionnaires comme suit: Moungo-nord (210), Moungo-centre (110), Moungo-sud (30). Après dépouillement, les données obtenues sur le terrain ont été saisies et traitées à partir des logiciels Microsoft, Excel 2013 et Statical package of social science (SPSS, version 20), et à l'aide des différentes figures construites, nous avons pu illustrer l'état des lieux des phénomènes étudiés. Concernant le traitement cartographique, grâce aux logiciels Arc Gis et Map Info, nous avons spatialisé les réalités observées au niveau de la zone d'étude. Les résultats ont enfin été transmis sous forme de tableaux statistiques, de figures, de photos, suivis de commentaires, le tout saisi grâce au logiciel de traitement de textes Word.

### I. Moungo: un ancien bassin de production du Robusta au Cameroun

Introduit vers 1930 dans le Moungo, la robustaculture (Coffee Canephora), a bénéficié de la combinaison des facteurs naturels, humains et économiques favorables, faisant ainsi du du Moungo, le plus grand bassin de production du Cameroun. Contribuant à plus de 70% de l'offre nationale, les activités caféières ont entraîné la croissance socio-économique et culturelle des populations du Moungo pendant plus d'un demisiècle. Ainsi, malgré la reconfiguration agraire secrétée par la libéralisation de la filière (1990), le caféier subsiste encore dans les exploitations familiales du Moungo.

#### I.1. Facteurs naturels, humains et économiques comme moteurs de croissance de la robustaculture dans le Moungo

La mise en valeur du café dans le Moungo est encadrée par les conditions pédoclimatiques, économiques et humaines favorables.

En ce qui concerne les facteurs naturels, il s'agit notamment du climat favorable de type équatorial avec des précipitations supérieures à 2000 mm de pluies/an. Les sols fertiles quant à eux sont de type ferrallitiques et volcaniques avec un relief constitué de collines, de plateaux, de bas-fond et de vallées (Martin et Sieffermann, 1966 ; Sanchez, 2002). Très timide et limité pendant la période coloniale allemande (1884-1918), le café robusta (*Coffea Canephora*) trouve sa voie en 1925 à Nkongsamba. Cependant, il se développa brusquement à partir de 1927 grâce à l'arrivée du Français René Cost et à une hausse des cours en faveur de tous les produits agricoles (Etoga, 1971).

L'implantation des entreprises industrielles et l'exploitation de vastes superficies caféières variant entre 100 à plus de 250 hectares par les européens ont suscité le recrutement massif de la main d'œuvre locale pour

L'exécution des différentes tâches qui gravitent autour du café (saclage, récolte, séchage, triage). Exploités en monoculture et par les tracteurs, les caféiers étaient plantés par rangés avec un écartement de 3m x 3m, soit 1000 pieds par hectare. Au sein des exploitations familiales, ils étaient juxtaposés par les cultures vivrières (base de l'alimentation locale) sur de faibles superficies (moins de 10 hectares) (Fadani, 1997). Ainsi, en 1939, 4 millions de caféiers étaient implantés par les paysans locaux du Moungo et près de 3 millions provenaient des bassins de productions du Moungo Nord: Nkongsamba, Melong, Baré et Bafang (Etoga, 1971). Ce développement spectaculaire de la caféiculture résulte de la main d'œuvre nombreuse et travailleuse, provenant principalement de l'Ouest francophone (pays bamiléké).

### I.1.1. Une main d'œuvre dominée par les Bamiléké

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, une dynamique migratoire traditionnelle entre l'Ouest et le Sud se renforça en fonction des besoins économiques européens. Dans le Moungo, trois catégories d'entreprises provoquaient cette demande de main d'œuvre: les chantiers de constructions des voies de communication, les chantiers forestiers et les plantations (Dongmo, 1981). D'après Nkuissi (1974), il fallait 20 000 à 50 000 porteurs pour le trafic commercial et 5 000 à 10 000 manœuvres pour les travaux dans les chantiers forestiers et les plantations. Bien que l'immigration de la population comme main d'œuvre soit un phénomène généralisé, on remarque cependant une prédominance de l'ethnie Bamiléké au sein des différentes entreprises nécessitées (Tableau1).

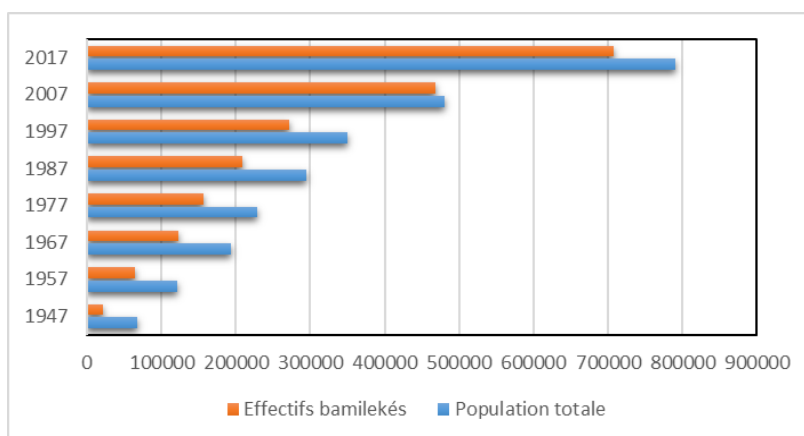
**Tableau 1: Spécialisation ethnique de la main d'œuvre dans les entreprises Européennes**

Catégories d'entreprise	Hiérarchisation ethnique de la main d'œuvre		
	1er	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>
Chantiers de construction	Bamenda	<b>Bamilékés</b>	Yabassi
Chantiers forestiers	Peuple de la forêt	Autochtones	<b>Bamilékés</b>
Plantations	<b>Bamilékés</b>	Autochtones	Douala

Source: Dongmo JL, 1981, Dynamisme bamiléké, page 227-228

Peuples des Hautes de Terres de l'Ouest, la manne ouvrière, dominée dans les champs par les Bamiléké, est due à la proximité territoriale qui existe entre ces deux régions du Cameroun (Littoral et Ouest) qui partage leur frontière. Identifiés dans tous les secteurs d'activités, ils représentent l'immigration la plus importante, face aux autochtones et aux autres peuples immigrants.

Par cette implantation importante de la population migrante Bamiléké, le Moungo est ainsi devenu un prolongement du pays Bamiléké (Dongmo, 1983). Au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec le départ massif des exploitants européens après l'indépendance, les bamiléqués, majoritaires ont alors profité pour racheter la terre sur laquelle ils se sont définitivement installés. Caractérisée par une agriculture intensive et un taux d'urbanisation élevé, la population du Moungo connaît un taux d'accroissement moyen de 57%. Cette croissance démographique est imputée aux Bamiléké, fortement natalistes. Entre 1947-2017, les bamiléqués ont atteint 708 221 personnes, représentant ainsi 65% de la population totale du Moungo (Figure 1).



Source: Dongmo (1981), estimations des données de la population du Moungo, 2018

**Figure 1: Proportion de l'effectif Bamiléké sur la population totale du Moungo (1947-2017)**

Le Moungo est la plus ancienne et la plus importante des colonisations agricoles Bamiléké. En sept décennies (1947-2017), la population bamiléquée EST respectivement passée de 22 226 (1947) à 156 021 (1977) puis de 272 000 (1997), à 708 221 (2017). D'après nos enquêtes de terrain, sur une population de 450 personnes, les Bamiléké représentent 230 soit 51,1%, les Mbos 108 (24%) et les autres ethnies 112 (24,8%).

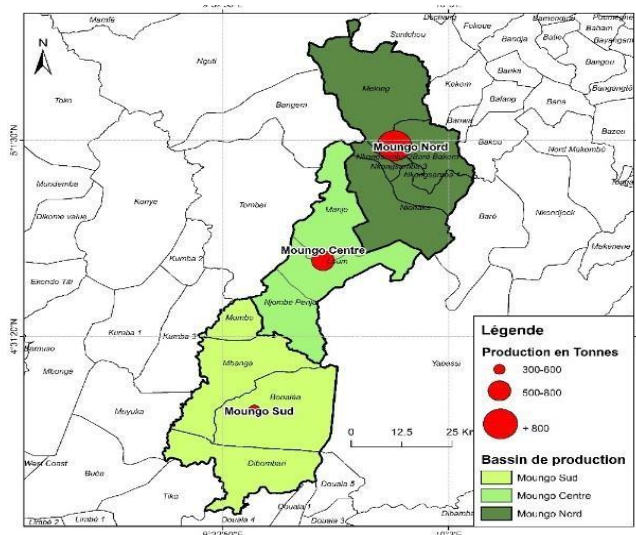
### I.1.2. Une inégale production de la caféiculture dans le Moungo

L'étagement en altitude et la diversité des conditions pédologiques du Moungo permettent le développement d'une large gamme de cultures (pérennes, vivrières, fruitières, maraîchères, etc). Concernant la caféiculture, sa mise en valeur est inégalement répartie dans le Moungo. Cependant, on distingue trois principaux bassins de production.

Le Moungo-Nord comprend les communes de Melong, Baré-Bakem, Nkongsamba 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et Nlonako, ici la robustaculture est exploitée de façon intensive, sur de vastes superficies (80% des terres), et parfois en monoculture, avec des rendements supérieurs à 800 tonnes /an : c'est le sanctuaire du Robusta dans le Moungo.

Le Moungo- Centre, comprend les communes de Manjo, Loum et Njombé-penja. Ici, la caféiculture est traditionnellement associée aux cultures vivrières, aux arbres fruitiers et aux cultures pérennes (cacao, palmier à huile). Exploitée sur de faibles superficies, par un système extensif, les rendements oscillent entre 500-800 tonnes/ an.

Le Moungo-Sud, comprend les arrondissements de Mombo, Mbanga, Bonaléa et Dibombari. C'est le lieu privilégié des exploitations industrielles (banane, palmier à huile, hévea) auxquelles se côtoient une agriculture familiale composée de produits de rentes (cacao), du vivrier, de la fruiticulture (papayes, pastèques, ananas, etc) et de la culture de niche (poivre). C'est une zone défavorable pour la mise en valeur de la caféiculture à cause des spécificités pédologiques. Toutefois on retrouve quelques plantations caféières de faibles superficies aux rendements limités (300 tonnes/ an) au nord de Mbanga. La figure 2 ci-dessous récapitule l'inégale répartition de la robustaculture dans le Moungo.

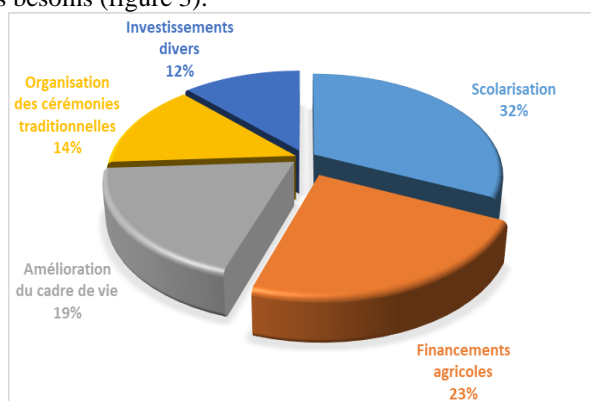


Source: Limites administratives INC, enquête de terrain

Figure 2: Inégale répartition des productions caféières dans le Moungo

L'hétérogénéité de la production caféière dans le Moungo est fonction du bassin. En effet, la forte productivité de la caféiculture dans le Nord et le Centre est liée à deux facteurs: la présence des sols noirs (volcaniques, ferrallitiques, argilo-sableux) très fertiles et un système extensif caractérisé par une forte utilisation des intrants agricoles (65%). Au lendemain de la libéralisation de la filière, les population's paysannes de Mbanga ont totalement éradiqué la caféiculture de l'espace agraire. Dès lors, seulement neuf arrondissements sur treize pratiquent encore ladite culture.

**I.2. Caféiculture comme jalon du développement socio-économique et culturel des acteurs du Moungo** La région du Littoral et principalement le Moungo, fournit 41% de la production nationale du café. Pôle économique caféier du pays, la manne caféière a suscité la mise sur pied d'une dynamique structurelle et organisationnelle. On assiste alors à l'émergence des maisons de commerce, des usines de décortilage, à l'intensification et à la structuration des organisations de producteurs. Notre étude révèle que la caféiculture fait vivre une multitude d'acteurs locaux (producteurs, usiniers, torréfacteurs, exportateurs) gravitant autour de cette création de richesse. Les revenus issus de la vente du café permettent aux acteurs de satisfaire certains besoins (figure 3).



Source: Enquête de terrain, 2020

Figure 3: Destination des revenus caféiers

Les revenus issus de la vente du café permettent aux paysans d'améliorer leurs conditions de vie dans les domaines de la scolarisation (32%), du financement des campagnes agricoles (23%), de l'amélioration du cadre de vie (19%), d'organiser

les cérémonies traditionnelles comme le mariage, les funérailles et les congrès (14%), et d'investir dans d'autres secteurs d'activités notamment l'ouverture d'une boutique, d'un débit de boisson (12%). Par ailleurs, la caféiculture est un symbole culturel, honorée à travers plusieurs cérémonies: fête du café à Melong, le carnaval artistique et culturel de Nkongsamba, les parades carnavalesques, etc.

### **I.3. La difficile substitution du caféier dans les unités de production après la crise**

La libéralisation de la filière caféière (1990) a eu pour conséquence la baisse drastique des revenus adossés à la paupérisation croissante des producteurs. Pour résorber la situation, des stratégies d'adaptations diverses sont adoptées au sein des unités de production avec une résilience de la caféiculture à 81% tandis 29% ont totalement changé d'activités ou tout simplement de spéculations dans les champs. Parmi les logiques d'acteurs, on a la diversification culturelle (70%), la monoculture pure du caféier (16,6%) et la rupture totale avec la caféiculture (11,1%). Ainsi, multiples raisons expliquent le choix de chaque paradigme, la diversification culturelle permet de juguler les aléas économiques des différentes spéculations présentes au sein du même espace agricole (vivrier, cacaoyer, palmier à huile etc), avec une exploitation à moindre frais des verger's caféiers. Le système de monoculture est présidé par les paysans âgés (plus de 50 ans), propriétaires de vastes superficies à peine exploitées. Caractérisés par les facteurs de production médiocres (modicité des capitaux, force de travail déficiente, techniques de production traditionnelles, etc), les revenus caféiers permettent de renforcer la trésorerie familiale, tout en espérant une remontée des cours. L'abandon total de la caféiculture réside dans le fait qu'ils privilégient la fruiticulture (ananas, papaye, pastèques, etc), la culture de niche (poivre), les cultures pérennes (cacao, palmier à huile), économiquement plus rentables que le caféier.

Dans la paysannerie du Moungo, la difficile substitution de la caféiculture est due au fait qu'elle a permis la scolarisation de nombreuses élites en tant que source de revenu essentiel pendant plus 70 ans (SDFCC, 2009; Yongué, 1984). Ainsi, la crise a entraîné la reconfiguration d'un espace jadis caféier, en un espace agroforestier multiculture (planche 1).



Source: Enquêtes de terrain 2020

**Planche 1: Des exploitations multiculturelles En association avec d'autres cultures (vivrières, cacaoyers, palmier à huile, etc) dans les exploitations familiales, le système jadis caféier EST désormais un système multiculturel.**

## **II. Manifestation de la politique de relance dans le Moungo**

La caféiculture traverse une crise certaine dans le Moungo, entre 1992 et 2014, la superficie du verger est passée de 150 000 hectares à 54 000 hectares et les rendements de 80 000 tonnes à 21 000 tonnes. Dans l'optique de redynamiser ce secteur pourvoyeur d'emploi, l'État Camerounais, avec l'appui des bailleurs de fonds (BM, FMI, CNUCED, etc), a initié un plan de relance dans les principaux bassins de production donc le Moungo. À cet effet, dix programmes et projets déclinés sous formes d'appuis divers (matériels, financiers, sensibilisation,...) ont été orientés en faveur des acteurs locaux du Moungo.

### **II.1. Une panoplie de programmes/projets orientés en faveur du Moungo**

Pour atteindre les productions escomptées de 125 000 tonnes pour le robusta à l'horizon 2020, dix programmes et projets gravitant autour de la filière café ont été déclinés en faveur des bénéficiaires du Moungo. Au sein des territoires, les politiques agricoles se déclinent en programmes qui, à leurs tours, se déclinent en projets afin de gérer effectivement les potentialités et les contraintes territoriales. Pour cela, elles doivent être définies selon les contextes, les besoins spécifiques de la situation et en coordination avec les populations locales (Ngague J. et Tsalefac M., 2011; ACF-In, 2012). Ces programmes/projets sont identifiés dans différents domaines: la recherche, la production, la commercialisation, le financement, la consommation locale (tableau 2).



**Tableau 2: Différents programmes et projets orientés dans le Moungo**

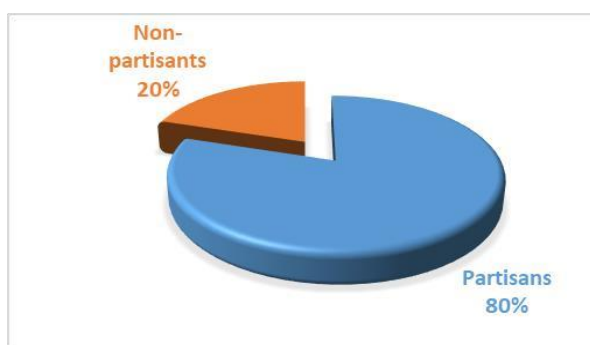
Domaines	Sigles	Nom du programme/projet
Recherche-Production	PSCC	Projet Semencier Cacao-Café
	PPDMVC	Projet d'Appui à la Production et Diffusion du Matériel Végétal cacao-café
	PAUEF2C	Projet d'appui à l'utilisation des engrais dans les filières cacao et café
	PALAFCC	Projet d'appui à la lutte antifongique dans les filières cacao et café
	PAIJA	Programme d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs
Commercialisation Interne	NG2C	New Génération cacao-café
	PA3C	Projet d'Assainissement de la Commercialisation Interne du Cacao et des Cafés
	SIF	Projet Renforcement et Modernisation du système d'Information des filières cacao et café
Financements	PFPM EA	Projet de financement des petites et moyennes entreprises agricoles
Consommation locale	FESTICOFFEE	Festival du café à travers les journées mensuelles de promotion (JMP) et les coffees days.

Source: PRDFCC, 2014

Les programmes/projets du plan de relance dans le Moungo sont inégalement répartis dans les maillons de la filière café. On note six dans la recherche et la production, deux dans la commercialisation interne, un dans le financement agricole, et un dans la promotion de la consommation locale. Défini de façon distincte par le gouvernement, comment est l'environnement d'accueil desdits programmes et comment se manifestent-ils dans le Moungo?

## II.2. Un environnement de production incitatif à la relance caféière

La superficie du verger national du robusta est de 60 000 hectares en 2014, or le Moungo seul possède 54 000 hectares soit 90% du verger existant. Au niveau de la torréfaction, trois agro-industries sur un total de douze sont situés dans le Moungo (Synergie nord-sud, SOCOAPCAM, Brûlerie du Moungo). La libéralisation a entraîné la prolifération des usines de décorticage, de moins de 50 en 1990, à plus de 100 depuis 2010 (ONCC, 2012). Par ailleurs, selon la perception des paysans, and beaucoup sont disposés à s'y maintenir ou à s'y remettre (Figure 4).



Source: Enquête de terrain, 2020

**Figure 4: Perception de la politique de relance caféière par les populations locales du Moungo**

D'après la figure 4, 280 enquêtés, soit 80%, adhèrent au plan de relance contre 70 soit 20%. En effet, les ruraux du Moungo n'ont pas jugé utile de trahir une histoire ancienne riche en succès datant de l'époque coloniale. De plus, l'environnement d'accueil des politiques agricoles constitue un indice équivoque à la réussite ou à l'échec de ces dernières. Dès lors, comment se manifeste le plan de relance dans un environnement agricole asservi par la diversification culturelle?

## II.3. Manifestation de la politique de relance: acteurs impliqués, appuis divers et leurs usages (destination, affectation)

Dans la feuille de route élaborée par l'Etat Camerounais, les acteurs institutionnels locaux collaborent avec les bénéficiaires (acteurs locaux), dans la réalisation des différents programmes/projets relatifs à la relance. Dans les domaines de la recherche, de la production et de la distribution des plants caféiers, l'IRAD pilote les projets PSCC et PPDMVC par l'intermédiaire d'UCCALassocié à trois autres pépiniéristes locaux (Gic agréma, COOPLACAM, COOPROCAM). Entre 2012 et 2019, ils ont produit environ 3 837 364 plants, distribués à 15 000 bénéficiaires (groupés et individuels) par le canal des sites de distribution de Melong et de Nkongsamba. Ceci représente en moyenne, 255 plants par personne, or il faut 1200 plants pour réhabiliter un hectare.

Le MINADER, par l'entremise de ses ordonnateurs locaux (DDADRM, les DADDR), coordonne les projets PAUEF2C et PALAFCC. A cet effet, 6 000 sacs d'engrais ont été gracieusement remis aux paysans regroupés au sein des organisations de producteurs. Le Moungo compte plus de 1 500 OP cacao-café, ainsi, on estime à 4 sacs la part respective

de chaque OP. Par ailleurs, dix organisations paysannes de Melong, Nkongsamba, Baré-Bakem ont bénéficié du traitement phytosanitaire sur 3 544 hectares contre 54 000 hectares.

Pour l'entretien et la protection du verger caféier contre l'antracnose et la rouille, elles ont également reçu 20 400 fongicides (SD), 740 insecticides, 10 atomiseurs, 10 pulvérisateurs, 159 kits corporels, 1 780 herbicides et 120 kits de maintenance.

Pour rajeunir la force de production à travers l'insertion et l'installation effective des jeunes en milieu rural, les programmes PAIJA et NEW GENERATION ont permis la formation de 107 jeunes entrepreneurs agricoles entre 2014-2019. À cet effet, 321 nouveaux hectares caféiers ont ainsi été créés sous la direction de COOPAFERLOS Au niveau de la commercialisation interne, les projets PA3C et SIF ont permis au Moungo d'être doté en infrastructures de stockage (2 magasins de stockages de café, 4 décortiqueuses à café, 3 bascules, 20 humidimètres), et des organisations des ventes groupées (5). Par ailleurs, un comité pilote de veille phytosanitaire a été créé, facilitant la formation de 15 coopératives sur les mécanismes de négoce et de vente, et 600 producteurs, ont été mobilisés et sensibilisés sur les enjeux des regroupements coopératifs comme seules voies de survie des paysans du Moungo. Grâce au projet SIF, une radio communautaire via deux points relais a été installée dans le Moungo.

Relatif aux financements, Masset (1957), stipule que juridiquement, le producteur agricole n'est pas commerçant mais cependant, il nécessite de capitaux adéquats pour revaloriser les activités de la production. Du ressort du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'économie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), le financement agricole dans le Moungo, concerne potentiellement les exploitants agricoles, les petites entreprises ou les micro-entreprises rurales. Ainsi, entre 2015-2019, des chèques compris entre 800 000 FCFA et 2 000 000 de FCFA ont été remis à neuf (9) entreprises rurales du Moungo pour moderniser leurs facteurs de productions (Tableau 3).

**Tableau 3: Appuis financiers reçus par les OP du Moungo (2015-2019)**

Nom de la coopérative	Siège social	Montant du financement	Année
MELCOOPED	Melong	1 000 000	2015
SOCOO-KOTKAYAN	Melong	800 000	2016
COPAFERLOS	Melong	2 000 000	2017
UGIPAM	Baré-Bakem	900 000	2017
COOPLAEPINJA	Nkongsamba 3ème	1 000 000	2018
COOPLAMONT	Melong	1 500 000	2018
COOPLACARM	Nkongsamba 2ème	1 200 000	2018
COOPROLITO	Nkongsamba 3ème	1 300 000	2019
COOPLAELO	Baré-Bakem	1 000 000	2019

Source: Délégation départementale des petites et moyennes entreprises de Nkongsamba

En somme, un montant total de 10 700 000 francs CFA a été décaissé par le MINPMEESA entre 2015-2019 en faveur des petites entreprises rurales du Moungo. On note un financement de 5 300 000 FCFA dans l'unique bassin de Melong, contre 3 500 000 FCFA à Nkongsamba et 1 900 000 FCFA à Baré-Bakem.

Concernant la promotion de la transformation locale, le FESTICOFFEE et les Journées Mensuelles de Dégustation et de Promotion (JMDP) ont institué plusieurs initiatives de valorisation des cafés du Moungo. Parmi celles-ci figurent le Carnaval Artistique et Culturel de Nkongsamba (CACUN) en 2014, le Moungo Coffee Day (MCD), goupillé par les torréfacteurs locaux donc Brûlerie du Moungo (2016) et Synergie nord-sud (2018) dans la ville de Nkongsamba. Ces événements ont bénéficié de communication (flyers, bracelets, teeshirts, stylo, visières, branding du site..) et de médiatisation plus large, relayée par un ensemble de média dont la radio, la télévision, l'affichage, l'internet et la presse écrite, afin d'informer et de susciter l'intérêt des populations du Moungo pour la consommation des cafés locaux (*ménage à trois, café yoan, café Ghotam*).

Ainsi, un seul projet sur dix a produit des résultats escomptés. Il s'agit du projet de promotion de la consommation locale. Entre 2010 et 2019, les torréfacteurs du Moungo ont respectivement transformé 5% et 10% de la production du bassin.

### III-Échec de la politique de relance dans le Moungo

Fondée sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, la stratégie de relance de la filière robusta orientée dans le Moungo présente des résultats mitigés à l'échéance 2020. Avec une production moyenne annuelle de 25 194 tonnes, l'échec du plan de relance résulte de la combinaison des facteurs externes d'une part et internes d'autre part.

#### III.1 Modicité et mauvaise gestion des finances de la relance

La relance de la filière café dans le Moungo n'a pas tenu la promesse des fleurs en raison d'un management inadéquat adossé à la modicité et à la mauvaise gestion des financements prévus pour impulser les activités de la chaîne de valeur du café. En effet, l'assiette de financement, estimée initialement à 600 milliards de FCFA pour le développement des filières cacao-café, était respectivement répartie entre les parties prenantes donc le FODECC (65%), l'Etat (25%), les acteurs de la coopération et divers partenaires (7%), et les autres investisseurs (3%). Malheureusement, le FODECC, financeur majoritaire, ne disposait pas le montant total qui lui était assigné (ONCC, 2016). En plus, le budget restreint disponible du FODECC fut dilapidé par Samuel Donatien (administrateur) à hauteur de 128 000 000 de FCFA entre 2016 et 2018. Par ailleurs, le manque de contribution effective des autres organes de financement constitue l'étincelle qui a plombé l'ambitieux plan de relance. Cette condition s'est très vite répercutée dans les moyens financiers disponibles

pour amorcer les activités dans les domaines de la recherche, de la production et de la commercialisation de la filière engendrant une régression du portefeuille des projets passant de dix à un seul.

Dans le Moungo, la médiocrité des financements octroyés aux entreprises rurales pour moderniser leurs matériels de production, ont été dissipés par les responsables desdites entreprises. Défectueux, ce montant (10 700 000 FCFA) concorde à l'installation de 10,7 hectares caféiers car il faut en moyenne 998 500 FCFA pour l'installation effective d'un hectare caféier (ONCC et MINADER, 2015). Or la superficie du verger caféier du Moungo est estimée à 54 000 hectares.

### III.2 Mauvais usage des ressources humaines et des appuis dans le Moungo

L'échec des politiques agricoles au Cameroun résulte de leur mauvais choix, de leur inadaptation aux évolutions actuelles et du mauvais usage des équipements et des ressources humaines au niveau local (Bouguerra, 1993; Burbach et Peter Rosset, 2002; Donfack Olivier, 2018). L'échec de la politique caféière, dans le Moungo résulte d'une contradiction entre le besoin crucial des structures productivistes et le mauvais usage qui est fait des ressources humaines et des équipements. Avec le vieillissement du capital humain (plus de 80% des enquêtés se situent dans la tranche d'âge 40-70 ans) et des vergers caféiers (57, 7% ont plus de 25 ans), les programmes de rajeunissement de la force de production avaient pour objectif d'inverser la tendance. Nonobstant, sur un total de 107 jeunes entrepreneurs agricoles formés, seulement 50 ont définitivement persisté dans la caféiculture. Après l'obtention du diplôme, 57 jeunes, par manque de moyens d'accompagnement divers (financiers, techniques, matériels...) ont déserté les zones de projet induisant l'abandon de 513 hectares caféiers en création. Quant à ceux qui subsistent dans la caféiculture, les études révèlent que seulement 70% sont de véritables caféiculteurs et 30%, représentent la portion de jeunes ayant restreint les superficies caféières au profit des cultures vivrières notamment le maïs.

Les populations locales ont fait différents usages des intrants agricoles reçus pour développer la caféiculture. D'après nos enquêtes 108 sont membres d'une OP, et entre 2014-2019, ils ont reçu en moyenne 10 kg d'engrais. Or, un sac (50kg) correspond à la fertilisation de 200 pieds de caféiers. Quant aux plants reçus, 10% des bénéficiaires les ont abandonnés dans les champs sans toutefois les mettre en terre. Cette stratégie leur permet de bénéficier plus tard des fertilisants et des produits phytosanitaires conséquents. Faisant de ces derniers un usage personnel, ils les épandront sur les cultures jugées plus rentables que le caféier. Dans ces contextes, les productions caféières ne pouvaient guère augmenter.

L'usage personnel des appuis par les populations locales est occasionné par une absence de coordination des programmes entre eux, et du suivi des bénéficiaires dans les champs. Ainsi, l'absence de traçabilité des bénéficiaires et des appuis reçus se pose avec acuité et fragilise le système de distribution, créant ainsi un déséquilibre entre le nécessaire et le bénéficiaire. Ce qui confirme les propos de Kammeugne (2013) qui stipulent que les responsables du FODECC, impliqués dans le politique de relance caféière devraient réorganiser le secteur de telle sorte que les programmes/projets ne soient pas disparates dans leurs interventions, mais qu'ils agissent de façon coordonnée, s'assurant que les appuis en intrant sont attribués à ceux ayant droit. Cette situation est d'autant plus cruciale vu le déphasage entre l'offre et la demande en plants dans le Moungo (tableau 8).

**Tableau 4: Rapport entre les besoins et les quantités de plants perçus**

Indicateurs	Années					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Besoins en plants	1 407 386	1 632 111	1 798 563	1 910 005	2 101 305	2 200 000
Quantités distribuées	400 005	456 598	600 025	744 201	792 403	844 132
Taux de satisfaction (%)	28,42	27,97	33,36	38,9	37,70	38,36

Source: Rapport d'évaluation de la DDADRM, 2019

L'offre en plants robusta dans le Moungo reste faiblement satisfaisante entre 2014-2019 (34,11%). Nous convenons de ce fait avec Basse et al (2019) que la coordination de l'action publique est faible et l'utilisation des fonds est jugée peu efficace et n'atteint qu'un faible nombre de producteurs. Or ces mesures de soutiens internes (plants, engrais subventionnés, services de vulgarisation) constituent des prix minimums payés aux agriculteurs pour augmenter leurs productions.

Paradoxalement, l'offre en plants arabica qui est la moins cultivée (10% de la superficie nationale du verger caféier) est de 85% (IRAD, 2019). Par ailleurs, le déficit et la vétusté des moyens de transport ont entraîné une perte significative de plus de 5% des plants produits.

### III.3. L'échec de l'agropolis de la synergie nord-sud

L'une des grandes lignes du plan de relance de la filière café était la mise sur pied des agropôles dans les principaux bassins pour moderniser les capacités de production. À cet effet, l'agro-industrie Synergie Nord-sud, détenteur du label *ménage à trois*, localisé dans le Moungo, avait reçu un avis favorable y relatif de la part du ministère de l'économie pour un financement de 90 000 000 de FCFA. L'ambition était de devenir le leader du Moungo, avec des objectifs de production d'une tonne/heure à quatre tonnes /heure, une génération d'environ 500 emplois directs et 6600 emplois indirects, et une transformation annuelle de 7000 tonnes de café. Cependant, confronté à un difficile accroissement des rendements caféiers, ledit montant n'a toujours pas été transféré dans le compte bancaire de la structure, hypothéquant ainsi le processus d'agropolis et par ailleurs la promotion des cafés *made in Moungo*.



## DISCUSSION

La crise caféière et la libéralisation du secteur ont durement affecté le système caféier dans le Moungo. Désormais associé au système cultural de diversification voire de densification, les superficies d'exploitations et les rendements caféiers ont considérablement régressé (Sanchez, 2002). Ainsi, face à cette recomposition évolutive du système agraire, la manifestation de la politique de relance de la caféiculture par l'Etat camerounais a abouti à l'échec de neuf programmes/projets sur un total de dix à l'échéance 2020. Cet insuccès est la combinaison de la modicité et de la mauvaise gestion des financements alloué au plan, au mauvais usage des ressources humaines et des appuis au niveau local et à l'échec de l'agropolisation de la synergie nord-sud. Au Cameroun, l'insuccès de la politique de relance caféière revêt une homogénéité au regard des bassins de production et des acteurs impliqués. Dans les départements de la Menoua et des Bamoutos, l'échec de la politique caféière est la conséquence de son inadaptation à un terroir ouvert aux évolutions actuelles (Donfack, 2018). En effet, l'incertitude liée à la crise a suscité l'arrachage partiel voire total des caféiers par les populations paysannes de Bafou (Kamgue, 2000) et de Fongo-tongo (Tatsabou, 2016). La dynamique adaptative adoptée est orientée vers le développement des cultures vivrières, maraîchères et sylvicoles comme nouvelles donnes économiques à Fongo-Tongo (Tatsabou, 2016). Par ailleurs, cet échec est également imputable à la difficile relance de la CAPLAME (Fongang et Kenfack, 2017). La libéralisation de la filière café a eu pour corollaire la diversification des fonctions et donc des sources de revenus de la CAPLAME. Cette stratégie s'est manifestée par la location des magasins, des véhicules, des engins lourds aux particuliers, la production et la commercialisation des poulets de chair, la vente d'intrants agricoles (pesticides, engrais et matériel agricole) et la signature des conventions avec l'Etat du Cameroun. Ainsi, face à la relance caféière, les performances limitées et médiocres de la CAPLAME ont abouti à un échec. L'échec des projets de développement au Cameroun ne se matérialise pas seulement dans le domaine caféicole, il en n'est de même dans d'autres projets agricoles. A Foubot, le difficile fonctionnement de la société de conserverie alimentaire du Noun (SCAN) résulte des difficultés d'approvisionnement en tomate fraîche par l'usine. En effet, cette difficulté en matière d'approvisionnement réside dans la concurrence impitoyable de la collecte de la tomate entre la SCAN et les autres commerçants tout-venant. De plus le tonnage de tomates fraîches broyées par l'industrie était non seulement faible mais également irrégulier (Ngappue J.N. et Tsalefac M, 2011).

De manière générale, l'échec de maintes politiques de relance agricole adopté au Cameroun est tributaire de leur mauvais choix, car ne prenant pas en compte les mutations actuelles relevant de la demande, de la production, de la transformation, et de la distribution.

## CONCLUSION

Ce travail examine les facteurs qui foisonnent la politique de relance caféière adapté dans un contexte de diversification culturelle. Les résultats montrent que la dynamique adaptative de diversification associe les caféiers (moins entretenus) à d'autres cultures (vivrières, et pérennes) au sein des exploitations familiales. Dans ce contexte, les superficies et les rendements ont considérablement redressé de 64%, entraînant la paupérisation des paysans. Jalon de la croissance économique et du développement socio-culturel, l'importance de la rente caféière a suscité l'adoption d'un plan de relance par l'État camerounais. Ainsi, dix programmes /projets intégrant les différents maillons de la chaîne de valeur ont été orientés en faveur du Moungo (sanctuaire du robusta). Malheureusement, à l'horizon 2020, cette stratégie est un échec. Cet insuccès résulte de la combinaison des facteurs externes et internes notamment la modicité et la gestion défectueuse des financements disponibles, le mauvais usage des ressources humaines et des appuis au niveau local, l'absence de coordination et de suivi des programmes, et l'échec de l'agropolisation de la synergie nord-sud. Ainsi, pour amorcer la transition caféière, d'une filière de subsistance à une filière professionnalisée, durable, et économiquement profitable pour l'ensemble des acteurs surtout les producteurs, la politique de relance doit prendre en compte les stratégies d'adaptation existantes, les capacités de production et de transformation en place, ainsi que les structures sociales existantes. Ce qui permettrait, selon Gerard (1991), aux plantations caféières aujourd'hui abandonnées, de pouvoir rapidement être remises en culture.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1].Champaud Jacques (1983), Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest. Edition de l'O.R.S.T.O.M. collections MEMOIRES N°98, Paris, 510 pages.
- [2].CTSCCC, (2014), Plan de Relance et de Développement des Filières Cacao et Café du Cameroun. Horizon 2020, projet, Aout, 106p.
- [3].DDADRM (2019). Rapports d'activités et annuaires des statistiques agricoles 1997-2019.
- [4].D.Martin et G.Sieffermann, (1966), Les sols du Moungo et leurs utilisations. Orstom-IRCAM. Rapport, Yaoundé, 23 pages.
- [5].Donfack Olivier (2018), Programme de relance de la caféiculture au Cameroun: jeux d'acteurs et perspectives dans les départements de la Menoua et des Bamoutos (Hautes Terres de l'Ouest). Thèse de doctorat. Département de géographie, Université de Dschang. 294 pages.
- [6].Dongmo Jean Louis (1981), Le Dynamisme bamiléké: Maitrise de l'espace agraire. Tome 1, CEPER, Yaoundé, 424 pages.
- [7].Etoga Eily.F.(1971), Sur les chemins du Développement : Essai d'histoire des faits économiques du Cameroun, 521 pages.
- [8].Fadani Andréa et Temple Ludovic (1997), Cultures d'exportations et cultures vivrières: l'éclairage d'une controverse par une analyse micro-économique. In économie rurale. N°239. pp 40-48.

- [9]. Losh B, Fusilier J.L et Dupraz P, (1991), Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun: Quelles adaptations à la crise? Montpellier, CIRAD.
- [10]. Kammeugne S. (2013), Mutations post-relande caféière des systèmes agro forestiers à base de café de caféiers: une analyse comparative à partir des logiques paysannes des localités de Penka-Michel et de Fokoué (Menoua, région de l'Ouest-Cameroun). Mémoire de Master, Université de Dschang 126p.
- [11]. Masset E. (1953), Les crédits bancaires à l'agriculture. In *Economie rurale*. n° 17, 1953. PP 26-35.
- [12]. Ngapgue J.N et Tsalefac M. (2011), Difficile fonctionnement des projets de développement agricole dans les pays du sud: le cas de la Société de Conserveries Alimentaires du Noun à Fombot (Ouest-Cameroun). *Syllabus Review* 2(3) human and social science, série, 2011: 274-293.
- [13]. Nkuissi B. (1967), Nkongsamba: les années obscures de sa fondation de 1898 à 1923. Mémoire de DES en Histoire, Lille.
- [14]. Rapport Final 2019, Projet d'appui à la collecte des données statistiques dans le Moungo en vue de l'élaboration d'une base de données dans les filières cacao et café. 51 pages
- [15]. Sanchez, S. (2002), Synthèse analytique sur évolution des systèmes de cultures du caféier dans quatre zones de production du Moungo, du Kupe-muanengouba et du Nkam, compte rendu de mission, CIRAD/IRAD Cameroun, Avril, 52 pages.
- [16]. Tatsabou D. L. (2016), Evolution des systèmes agraires et amélioration des conditions de vie des populations paysannes de Fongo-Tongo (1934-2014). Mémoire de Master, Université de Dschang, 192p.